



BRÉSIL

MERCOSUR IPR SME Helpdesk Fiche d'informations pays

1. THE FACTS: Business in Brazil for EU SMEs

TAILLE du marché
SECTEURS INDUSTRIELS clés

2. DPI au Brésil pour les PME: CONTEXTE

Droits de propriété intellectuelle pour les PME:
PERTINENCE des DPI dans le cadre de vos activités

Comparaison du fonctionnement du cadre juridique de la PI au Brésil avec les TENDANCES INTERNATIONALES

3. Droits de PI au Brésil: PRINCIPES DE BASE

- A. Droits d'auteur et droits voisins
- B. Brevets
- C. Dessins et modèles industriels
- D. Marques
- E. Indications géographiques
- F. Secrets d'affaires

4. RESPECT de votre PI

5. Recours aux DOUANES pour contre les contrefaçons

6. Liens relatifs et informations supplémentaires

1. DONNÉES: Activités commerciales des PME au Brésil



Taille du marché:

- o PIB en 2012: 1,650 trillions de € (Source: Banque mondiale)
- o Taux de croissance annuel en 2012: 1,0 % (Source: Banque mondiale)
- o Exportations de biens de l'UE en 2012: 39,6 milliards de €
- o Importation de biens de l'UE en 2012: € 37,3 milliards de €
- o Exportations de services de l'UE en 2012: 12,7 milliards de €
- o Importation de services de l'UE en 2012: 7,0 milliards de €

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

L'UE est le premier partenaire commercial du Brésil, ce qui représente 20,8 % du commerce total. Le Brésil est le huitième partenaire commercial de l'UE, ce qui représente 2,2 % du commerce total de l'UE (2012). Cela montre la force des relations commerciales entre ces deux territoires.

Les SECTEURS INDUSTRIELS clés

Les produits primaires sont les principales importations de l'UE en provenance du Brésil, en particulier les produits agricoles (44 %) ainsi que les combustibles et produits miniers (28 %). Mais les produits manufacturés tels que les machines, le matériel de transport et autres produits manufacturés sont également très importants: ils représentent environ un quart des exportations brésiliennes vers l'UE.

2. DPI au Brésil pour les PME: CONTEXTE

Droits de propriété intellectuelle pour les PME: PERTINENCE des DPI dans le cadre de vos activités

Droits de propriété intellectuelle pour les PME: PERTINENCE des DPI dans le cadre de vos activités

La propriété intellectuelle (PI) concerne toutes les œuvres de l'esprit, telles que les images utilisées dans le commerce ou les créations musicales. La PI est généralement divisée en deux catégories, à savoir la propriété industrielle, qui se rapporte aux inventions, aux dessins et modèles industriels, ou aux symboles utilisés dans le commerce; et le droit de l'auteur, qui désigne les œuvres littéraires et artistiques.

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) sont des droits exclusifs. En tant que tels, ils confèrent un monopole temporaire sur les œuvres aux détenteurs du droit, ce qui leur accorde une exclusivité d'utilisation et d'exploitation de leurs créations intellectuelles ainsi que le droit d'empêcher toute utilisation non autorisée par des tiers.

Par conséquent, ce système de protection permet non seulement aux créateurs ou propriétaires de tirer profit de leur propre travail intellectuel ou d'investissements dans des créations et innovations, ainsi que de protéger leurs intérêts économiques et moraux découlant de leur production scientifique, littéraire ou artistique.

Les droits de PI suivants sont développés tout au long de la fiche d'information, plus précisément sur les particularités du Brésil: droits d'auteur, brevets, dessins et modèles industriels, marques et indications géographiques.

Tous les exemples d'éléments de PI précédemment mentionnés, sont considérés «actifs intangibles», ainsi que d'autres termes liés à la PI, tels que les licences, les secrets d'affaires ou le savoir-faire. Tous les actifs intangibles sont définis par l'absence de substance physique et la capacité à générer des bénéfices économiques futurs. Ils peuvent tous faire l'objet d'une évaluation.

En raison de sa capacité à générer de l'innovation, la PI est un facteur clé pour la compétitivité dans l'économie mondiale et un instrument efficace pour attirer les investisseurs et assurer un retour sur investissement dans l'innovation. En conséquence, les PME ont à leur disposition les moyens de protéger leurs droits sur les innovations. En outre, la PI peut devenir une source importante de flux de trésorerie, par l'octroi de licence et la vente de produits de PI. De plus, il est évident qu'un solide portefeuille de brevets aide les PME innovantes à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Ceci est particulièrement pertinent pour les PME qui cherchent à s'internationaliser et à opérer dans les pays du MERCOSUR et au Chili. Dans ces pays et dans l'UE, les PME sont d'une grande importance pour l'économie: au Brésil, ils sont à l'origine d'environ 57 millions d'emplois (60 % du total des emplois au Brésil) et génèrent environ 20 % du PIB.

Comparaison du fonctionnement du cadre juridique de la PI au Brésil avec les TENDANCES INTERNATIONALES

La législation de la PI brésilienne est sur la même ligne que les principaux traités internationaux comme la Convention de Paris, la Convention de Berne, l'Accord sur les Droits de

Propriété Intellectuelle relatifs au Commerce (ADPIC), le Traité de Coopération en Matière de Brevets (PCT), la Convention de l'UPOV (1991), et la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

Cependant, il convient de souligner que le Brésil ne fait pas partie du WTC ni du WPPT dans le domaine des droits d'auteur, ni du Protocole de La Haye ou du Traité de Singapour pour les marques.

Le Brésil, comme la plupart des signataires des traités internationaux sur la Propriété intellectuelle, fonctionne selon le «système du premier déposant». Cela signifie que, de manière générale, la première personne qui présente une demande de droits de propriété intellectuelle au Brésil devient le titulaire du droit, après que la demande soit approuvée.

Le Brésil est un pays membre de la Convention de Paris. Par conséquent, les candidats qui déposent une demande de DPI (comme les brevets, les marques ou dessins et modèles industriels) dans l'un des pays signataires, peuvent bénéficier du droit d'utiliser la date de dépôt de la première demande pour postuler au même droit au Brésil (pour déterminer la «date de priorité»). La demande de priorité doit être déposée dans les délais fixés par la loi (par exemple, dans le cas des brevets, la priorité peut être demandée dans les 12 mois suivant la première demande, cependant dans le cas de dessins et modèles, le délai est de 6 mois à compter de la première demande).

Enfin, il convient également de noter que l'Institut national brésilien de la propriété industrielle (INPI) est l'autorité compétente en matière d'enregistrement des Droits de propriété industrielle. Toutefois, en raison de son rôle d'Autorité de recherche internationale (ISA) dans le cadre du Traité de Coopération en Matière de Brevet (PCT), il est également compétent pour effectuer des recherches en art et donner des avis de brevetabilité pour des demandes internationales de brevet au moyen de Rapports de recherche internationale.

Au regard de ce qui précède, le Brésil propose des normes raisonnables de protection des DPI et un engagement croissant de la part des autorités locales dans le pays. Malgré les efforts déployés au cours des dernières années (restructuration de l'Office national de la PI et recrutement d'examineurs), il existe une certaine lenteur dans l'enregistrement des marques, due au retard dans la ratification du protocole de Madrid. Le même retard existe dans l'enregistrement de brevets. C'est notamment le cas des brevets des produits pharmaceutiques pour lesquels l'accord doit être soumis à des exigences supplémentaires provenant des autorités sanitaires.

Il existe aussi des carences dans la lutte contre le piratage et la contrefaçon, dus à une lenteur du système juridique et d'un manque de sanctions sévères. En outre, rares sont les juges qui ont une connaissance suffisante de la PI.

Néanmoins, plusieurs mesures visant à supprimer ces obstacles ont été prises. Entre autres, la création d'une plate-forme de dialogue DPI entre l'UE et le Brésil, qui tient une réunion annuelle, et la mise en œuvre des DPI comme une priorité dans le Plan d'action conjoint UE-Brésil et dans toutes les réunions commerciales bilatérales.

Il est à noter également que le Brésil n'a pas signé l'accord de La Haye sur l'enregistrement international des dessins et modèles industriels. Par conséquent, il n'est pas possible

d'enregistrer un dessin au Brésil au moyen d'une simple demande internationale.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

CONSEILS et AVERTISSEMENTS pour déposer une demande de DPI au Brésil : les personnes physiques ou morales non résidentes doivent avoir un domicile enregistré dans le pays. Dans le cas contraire, ils doivent nommer un représentant dûment qualifié résidant au Brésil, habilité à agir en tant que représentant légal et administratif et à recevoir des citations à comparaître, comme un avocat de PI.

3. Droits PI au Brésil: PRINCIPES DE BASE

A. Droits d'auteur et droits voisins

Qu'est-ce que les droits d'auteur et les droits voisins?

Le droit d'auteur protège les œuvres intellectuelles des auteurs. Toute œuvre artistique, littéraire ou scientifique (dans la mesure où elle est originale et créative) fait l'objet d'une protection par des droits d'auteur, quelle qu'en soit la forme d'expression.

Les droits voisins, comme ceux des producteurs de film, d'artistes ou des organismes de radiodiffusion bénéficient également d'une protection, conformément à la loi.

Droits d'auteur au BRÉSIL: Ce que vous devez savoir

Le droit d'auteur confère des droits moraux et patrimoniaux exclusifs à l'auteur.

Les droits moraux sont les droits personnels de l'auteur. Ils sont inaliénables et irrévocables, et ne peuvent donc pas être vendus ni transférés. Ils accordent à l'auteur le droit de:

- Revendiquer la paternité de l'œuvre à tout moment et en préserver le nom, le pseudonyme ou le signe conventionnel, c'est-à-dire, ils doivent apparaître ou être énoncés comme ceux de l'auteur lorsque l'œuvre est utilisée;
- Conserver l'œuvre inédite
- Préserver l'intégrité de l'œuvre soit en la retirant de la circulation soit en suspendant tout type d'utilisation ; mais également par l'objection de toute modification ou actions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'œuvre ou serait préjudiciable à la réputation ou à l'honneur de l'auteur ;
- Avoir accès à un exemplaire unique ou rare de l'œuvre qu'un tiers possède légalement.

Les droits patrimoniaux accordent à leur auteur le pouvoir d'exploiter et recevoir une rémunération pour l'utilisation de l'œuvre intellectuelle. Ils permettent à l'auteur d'utiliser et de disposer de son œuvre littéraire, artistique ou scientifique. La durée de ces droits est établie par la loi.

Les droits économiques permettent également à l'auteur de transférer ou d'octroyer la licence de son œuvre et de l'exploiter économiquement comme il le souhaite. Par conséquent, l'autorisation expresse et préalable de l'auteur d'une œuvre littéraire, artistique ou scientifique est nécessaire pour toute sorte d'utilisation de l'œuvre, telles que la reproduction (totale ou partielle), la publication, l'adaptation, les arrangements musicaux (ou toute autre transformation), la traduction dans une autre langue, et l'incorporation à un phonogramme ou à une production audiovisuelle.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

En ce qui concerne les droits économiques, l'auteur a le droit de recueillir un minimum de 5% de toute plus-value provenant de chaque revente d'une œuvre d'art originale ou d'un manuscrit qu'il a cédés.

Dans le cas d'œuvres anonymes ou sous pseudonyme, les droits économiques appartiennent à la personne qui publie l'œuvre.

Le droit d'auteur est acquis automatiquement et légalement du seul fait de sa création ; aucun enregistrement formel n'est requis, il est donc, un acte volontaire.

Copyright La protection du droit d'auteur est acquise légalement par l'auteur, par l'acte de création de l'œuvre intellectuelle.

Dans ce sens, des documents tels que des accords de confidentialité ou des publications contenant des informations détaillées sur l'œuvre, servira au titulaire du droit d'auteur non enregistré, de preuve de paternité et de propriété.

Néanmoins, l'enregistrement de l'œuvre offre de nombreux avantages de protection des droits, car il procure une plus grande sécurité juridique à son auteur.

L'enregistrement de l'œuvre permet de certifier la date exacte de création et son contenu ; cela fait en outre office de présomption de possession de droits d'auteur accordée par le gouvernement.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Afin de certifier la propriété des logiciels, la législation brésilienne exige la preuve de paternité de l'œuvre, qui peut consister soit en une publication soit en un autre moyen de preuve (toujours soumis à d'autres exigences du tribunal). La protection des logiciels ne dépend pas de l'enregistrement, mais, en enregistrant le logiciel auprès de l'INPI, l'auteur est dans une meilleure position pour faire respecter ses droits, car l'enregistrement crée une forte présomption de paternité et, donc, de propriété.

Les œuvres intellectuelles faisant l'objet d'une protection par le droit d'auteur sont les suivantes:

- Les œuvres littéraires, artistiques et scientifiques
- Les œuvres cinématographiques et audiovisuelles
- Les compositions musicales; œuvres photographiques
- Les dessins, peintures, sculptures
- Les logiciels
- Code source d'un logiciel (sous forme écrite originale);
- Le matériel préparatoire (notes, schémas, diagrammes);
- Manuels (textes et graphiques)

Quelle est la DURÉE de la protection juridique?

Les droits économiques sont protégés pendant une période de 70 ans à partir du 1er janvier de l'année suivant le décès de l'auteur.

La durée de protection des droits économiques en cas d'œuvres anonymes ou sous pseudonyme est de 70 ans à partir du 1er janvier de l'année suivant la première publication. D'autre part, les droits économiques sur l'audiovisuel et les œuvres photographiques doivent être protégés pour une période de 70 ans à partir du 1er janvier de l'année suivant leur divulgation.

En ce qui concerne les logiciels, la durée de protection est de 15 ans à partir du 1er janvier de l'année suivant leur publication ou leur création. La non adhésion du Brésil au WCT, limite la protection du programme informatique à 15 ans. Pour les états signataires, la protection est équivalente à l'art. 2 de la Convention de Berne : 70 ans après la mort de l'auteur.

Quelle est la PROCÉDURE d'enregistrement?

Les principales autorités compétentes du Brésil pour l'enregistrement des droits d'auteur sont les suivantes:

- L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) pour les codes source des logiciels ;
- L'office de droit d'auteur (AED) à la Bibliothèque nationale pour les œuvres littéraires, les dessins et la musique (paroles et partitions) ;
- Le Conseil fédéral de l'ingénierie, l'architecture et l'agronomie pour les œuvres ; d'ingénierie, d'architecture et d'urbanisme ;
- L'École des Arts de l'Université fédérale de Rio de Janeiro pour les arts visuels ;
- L'École de musique de l'Université fédérale de Rio de Janeiro pour les œuvres musicales.

Informations et documents requis

Les documents requis pour demander la protection du droit d'auteur sont les suivants:

- Formulaire de demande dûment complété
- Copie des documents d'identité du demandeur (carte d'identité, passeport, certificat de résidence).
- Reçu original de paiement des taxes
- Une copie de l'œuvre intellectuelle (toutes les pages doivent être numérotées et dûment signées).
- Procuration, obligatoire si l'auteur a moins de 18 ans. Si l'enregistrement est demandé par un représentant, la demande doit être accompagnée

de la procuration originale qui comprend l'adresse complète, les documents d'identité du représentatif et les informations sur l'auteur

- Les entreprises doivent soumettre une copie du mémorandum et des règlements de l'association, le numéro de constitution de la société, et les statuts.
- En cas de transfert des droits, une copie de l'accord doit être fournie

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Les demandes d'enregistrement de programmes informatiques doivent inclure des documents techniques et officiels. Les documents officiels comprennent les informations relatives à l'auteur et au propriétaire du programme informatique, leurs documents d'identité, et la description du programme informatique. Les documents techniques se rapportent aux sections du programme (code source) et à toute autre information servant à identifier le programme informatique et à en déterminer son originalité.

Pour les enregistrements spécifiques de paroles ou de partitions, veuillez suivre les procédures établies sur le [site Web de la Bibliothèque nationale](#).

Pour les enregistrements spécifiques de logiciels, veuillez suivre les procédures établies sur le site de [INPI](#).

QUI peut procéder à l'enregistrement?

Les enregistrements des droits d'auteur peuvent être effectués par l'auteur(e) ou par un représentant autorisé. Cependant, comme les auteurs peuvent transférer leurs droits patrimoniaux à des tiers, le droit d'enregistrer des œuvres intellectuelles comprend les ayants droit (nommé «propriétaire») d'une œuvre créative qui a été transférée de façon permanente. Le ayant droit doit mentionner les auteurs lors de la demande d'enregistrement de l'œuvre.

Quelles LANGUES puis-je utiliser?

Toutes les procédures sont réalisées en langue portugaise.

Combien cela coûte-t-il ?

Le coût des enregistrements du droit d'auteur, effectués par voie électronique sur le site Web de la Bibliothèque nationale, varie de 6 € pour les particuliers à 80 € pour les entreprises. La demande d'enregistrement pour les logiciels peut aller de 76 € à 361 €. Les prix mis à jour pour les enregistrements de logiciels sont disponibles sur le site de l'INPI.

B. Brevets

Qu'est-ce qu'un brevet?

Le système de PI du Brésil fournit des brevets et des modèles d'utilité pour protéger les innovations techniques. Ce système de brevet garantit aux détenteurs du droit un monopole temporaire sur leurs inventions. Par conséquent, ils ont le droit exclusif d'utiliser et d'exploiter leurs innovations et de empêcher toute utilisation non autorisée par des tiers. Ces droits sont accordés à condition que l'information relative à l'invention soit décrite dans la

demande de brevet ou du modèle d'utilité. Les brevets constituent une solution technique à un problème technique. Les conditions à remplir pour qu'une invention soit brevetée sont rigoureuses. D'autre part, les modèles d'utilité sont une sorte de « brevet mineur ». Ils consistent en une amélioration fonctionnelle sur des produits déjà existants. Leurs conditions d'enregistrement sont moins exigeantes.

Les brevets au Brésil: Ce que vous devez savoir

Les inventions sont brevetables si elles répondent à trois exigences de base: nouveauté, activité inventive et application industrielle.

Les inventions sont considérées comme nouvelles si elles n'ont pas été publiées ni rendues publiques dans le monde entier, avant la demande. La loi brésilienne envisage le « période de grâce ». Cela signifie que toute divulgation de l'invention survenant dans les 12 mois précédant la date de dépôt ou la date de priorité de la demande ne constituera pas d'obstacle à la demande de nouveauté.

En outre, les brevets sont considérés comme impliquant une activité inventive si celle-ci ne découle pas d'une manière évidente de l'état de la technique pour un homme du métier. Les inventions doivent également avoir une application industrielle, et elles peuvent faire l'objet de reproduction.

Les modèles d'utilité représentent une amélioration fonctionnelle introduite dans l'utilisation ou la production d'un objet déjà existant, et dont le résultat est un nouvel objet d'usage pratique. Un modèle utilitaire est également brevetable s'il est conforme aux exigences susmentionnées. À cet égard, il doit impliquer une activité inventive, mais avec un moindre degré d'inventivité.

Le Brésil exerce ses activités sous le système du «premier déposant. Par conséquent, il est important de déposer une demande de brevet le plus tôt possible.

Toutefois, en ce qui concerne les brevets pharmaceutiques, le Ministère de la Santé (ANVISA) a actuellement un droit de veto sur la procédure de délivrance. Ce système de « présélection » est une question controversée qui n'est pas encore résolue. Elle est en instance devant la Cour suprême.

Quelle est la PROCEDURE d'enregistrement?

Les brevets ou modèles d'utilité peuvent être demandés comme il est indiqué ci-dessous:

1. A l'aide du système de dépôt électronique des brevets, disponible sur le site de l'INPI (e-Patentes)
2. En soumettant la demande en personne auprès de l'INPI ou l'un des départements de l'INPI (dans d'autres États).

Informations et documents requis

Les documents requis sont les suivants:

- Formulaire de demande FQ001
- Certificat d'addition (s'il y a lieu).
- Rapport descriptif, ensemble de revendications, dessins (s'il y a lieu)
- Séquence biologique figurant dans un formulaire électronique (s'il y a lieu)
- Résumé
- Preuve de paiement

Quelle est la DURÉE de la protection juridique?

La protection du brevet dure 20 ans alors que celle des modèles d'utilité ne dure que 15 ans. Les deux périodes de protection sont calculées à partir de la date de dépôt.

Considérant que, dans certains cas, la procédure pour qu'un brevet soit octroyée peut être longue, la loi brésilienne prévoit que la période de protection ne doit pas être inférieure à dix (10) ans pour les brevets, et à sept (7) ans pour les modèles d'utilité, calculée à partir de la date à laquelle ils ont été accordés. Exception est faite lorsque l'INPI n'est pas en mesure de procéder à un examen en profondeur de la demande de brevet pour diverses raisons, par exemple, un litige en cours.

QUI peut procéder à l'enregistrement?

Toute personne physique ou morale ou dûment autorisée par un représentant peut demander un brevet. Le droit de déposer une demande de brevet peut être aussi le résultat d'un héritage, une succession, un transfert, un contrat de travail ou un contrat de service.

Selon la loi brésilienne, le demandeur est présumé être le titulaire légitime du droit.

Quelles LANGUES puis-je utiliser?

Le formulaire de demande et les autres documents requis doivent être soumis en portugais.

COMBIEN cela coûte-t-il?

Le coût varie en fonction de la présentation de la demande : par voie électronique ou sur papier, il coûte 21 € et 31 € environ pour les brevets nationaux ou les modèles d'utilité.

Les demandes d'examen technique des brevets coûtent 41 € (jusqu'à 10 demandes). A partir de la 11ème demande, le montant à payer peut s'élever de 12 € par demande (jusqu'à 15 demandes) à 61 € par demande (jusqu'à 30 demandes). La mise à jour des prix est disponible sur le site de l'INPI.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

La loi brésilienne prévoit un «délai de grâce» pour les brevets et modèles d'utilité. Cela signifie que les innovations qui ont été divulguées dans les douze (12) mois avant la date de dépôt ou la date de priorité de la demande sont encore considérées comme nouvelles si cette divulgation est faite par l'inventeur, par un tiers sur la base des informations obtenues par l'inventeur ou par ses actes, ou au moyen d'une publication officielle d'une demande de brevet par l'INPI, déposée sans le consentement de l'inventeur et basée sur des informations obtenues par lui-même / ou par son / ses actes (article 12, sections I, II et III de la loi n° 9.279 / 96).

Toutefois, dans ces cas-là, l'INPI peut exiger à l'inventeur de faire une déclaration concernant la divulgation ou de fournir la preuve correspondante. Cette règle s'applique également pour les dessins et modèles industriels. Le processus de délivrance d'un brevet au Brésil prend environ 6 à 7 ans. Néanmoins, les brevets peuvent être exploités et autorisés avant qu'ils ne soient accordés.

C. Dessins et modèles industriels

Qu'est-ce qu'un dessin ou modèle industriel?

Les dessins et modèles industriels protègent les formes ornementales, telles que les lignes et couleurs, appliquées à un objet, dans la mesure où ils présentent le produit sous un aspect nouveau et original et susceptibles d'application industrielle.

Les caractéristiques, les dimensions, les matériaux ou le processus de fabrication d'un objet sont exclus de la protection.

La protection des dessins et modèles industriels confère aux titulaires de droits un monopole temporaire sur des créations, ce qui signifie que les détenteurs ont le droit exclusif d'exploiter et d'utiliser leurs dessins. Cela signifie également qu'ils ont le droit d'empêcher des tiers d'utiliser et d'exploiter commercialement les produits avec leur dessin ou modèle protégé, sans leur autorisation préalable.

Dessins et modèles industriels au Brésil: Ce que vous devez savoir

Les dessins et modèles industriels doivent être nouveaux et originaux afin de jouir d'une protection efficace.

Un dessin ou modèle industriel est nouveau s'il ne fait pas partie de l'état de la technique. L'état de la technique comprend tout ce qui a été divulgué au public avant la date de dépôt, que ce soit au Brésil ou à l'étranger. Les demandes pour un dessin ou modèle industriel sont incluses dans l'état de la technique dès la première date de dépôt, même si elles n'ont pas encore été publiées.

Quelle es la DURÉE de la protection juridique?

Les dessins et modèles industriels peuvent être protégés pour une durée maximale de 25 ans. Ils sont initialement protégés pendant 10 ans à partir de la date de dépôt. Cette protection peut être prolongée trois fois pour chacun d'eux, pour une durée de 5 ans.

Quelle est la PROCÉDURE d'enregistrement?

Les demandes de dessins et modèle industriels doivent être déposés en personne à l'INPI. Un nouvel outil en ligne a été récemment publié pour suivre l'état de la demande.

Informations et documents requis

Les formulaires de demande pour les dessins et modèles industriels sont disponibles dans la section Formulários du site de l'INPI.

QUI peut procéder à l'enregistrement?

La loi brésilienne part du principe que la personne physique ou morale qui fait une demande pour un dessin ou modèle industriel doit être le titulaire du droit.

Les dessins et modèles industriels peuvent être demandés par l'auteur ou par un représentant dûment autorisé et qualifié.

Quelles LANGUES puis-je utiliser?

Le formulaire de demande et les documents doivent être déposés en langue portugaise.

COMBIEN cela coûte-t-il ?

La demande pour un dessin ou modèle industriel coûte environ 235 € pour les entreprises et environ 95 € pour les particuliers, les PME et les Universités. Une mise à jour des prix est disponible sur le site de l'[INPI](#).

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

La demande de renouvellement pour un dessin ou modèle industriel doit être déposée au cours de la dernière année de protection juridique, accompagnée d'une preuve de paiement de la taxe correspondante.

La date limite pour demander l'annulation d'un dessin ou modèle industriel par la voie administrative à l'[INPI](#), est de cinq ans à compter de la date à laquelle elle a été accordée.

D. Marques

Qu'est-ce qu'une marque?

La législation brésilienne définit la marque comme un signe distinctif pouvant être représenté graphiquement. Les marques sont des signes ayant un caractère distinctif permettant d'identifier et de distinguer les biens et services sur le marché, et d'attester de leur conformité à certaines normes ou spécifications techniques.

Les enregistrements de marques accordent au titulaire le droit exclusif d'utiliser la marque, de l'exploiter pour une activité économique au niveau national, et d'empêcher toute utilisation non autorisée par des tiers.

Le droit exclusif d'exploiter la marque est accordé pour un territoire géographique spécifique. Ce droit peut également faire l'objet d'une licence, permettant ainsi à un tiers, en échange de redevances, de vendre des biens ou des services sous la marque du titulaire.

Marques au BRÉSIL: Ce que vous devez savoir

Les conditions pour qu'un signe soit enregistré comme une marque sont les suivantes :

- Représentation graphique: On doit pouvoir les distinguer visuellement. Par conséquent, l'ouïe, le toucher, le goût et les marques olfactives ne peuvent pas être enregistrés.
- Le caractère distinctif: Ils doivent être originaux et / ou inventifs. Par conséquent, les signes génériques ou descriptifs indiquant les noms, qualités ou caractéristiques des biens ou des services auxquels ils se réfèrent ne peuvent pas être enregistrés en tant que marque.
- Ne pas être déceptifs: Ils ne doivent pas tromper les consommateurs quant à la propriété ou l'origine des biens et services.
- Disponibilité: Les signes ne doivent pas être identiques ou similaires à des marques déjà existantes.
-

Il existe différents types de marques:

- Les marques de mots: les signes constitués de lettres, noms ou mots.

- Les marques figuratives : signes qui représentent des dessins, des logos ou des dispositifs.
- Marques complexes: les signes qui sont une combinaison des deux éléments précédents (constitué de mots, plus un dispositif ou un dessin).

Les marques doivent être visuellement reconnaissables au Brésil. Par conséquent, l'ouïe, toucher, goût et marques olfactives ne peuvent pas être enregistrés

En ce qui concerne l'origine de la société, il convient de mentionner les marques collectives. Les marques collectives sont des signes utilisés par les membres d'une entité, comme par exemple une association, une coopérative ou une organisation de producteurs pour identifier leurs biens ou services. Ces marques indiquent qu'un bien ou un service a une origine déterminée et / ou qu'un membre des entités susmentionnées rend le service.

Enfin, en ce qui concerne le degré de reconnaissance parmi le public, on peut diviser les marques en deux catégories: Highly reputed mark: a registered trademark which is popular among the general public. This type of trademark is subject to special protection in any field of activity. So as to obtain the status of "highly reputed mark", the owner must apply for it at the INPI.

Marque de haute renommée: une marque déposée qui est populaire auprès du grand public. Ce type de marque est soumis à une protection spéciale dans n'importe quel domaine d'activité. Afin d'obtenir le statut de « marque de haute renommée », le propriétaire doit en faire la demande auprès de l'INPI.

Si elle est accordée, la marque est considérée comme « de haute renommée » pendant une période de 10 ans; renouvelable si le titulaire apporte une preuve que ce statut persiste. Les marques de haute renommée peuvent protéger de l'enregistrement et l'utilisation de signes similaires ou connexes, quels que soient les produits ou services qu'ils identifient.

Les sanctions pour la violation de marques de haute renommée peuvent être entre 33 % et 50 % plus élevées que les sanctions pour la violation d'une marque standard.

Les conditions pour solliciter le statut de « marque de haute renommée » sont les suivantes:

- L'enregistrement de la marque doit avoir été accordé ;
- Il doit exister des preuves évidentes montrant que la marque est largement connue sur le territoire brésilien et dans tous les domaines. Cette preuve peut être constituée de sondages d'opinion, de publicité, de ventes, de chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années, de montant investi dans la publicité, d'évaluation de la marque par un institut indépendant, etc.

Marque notoirement connue: une marque qui est notoirement connue parmi le public dans le secteur du marché auquel le service ou le produit identifié appartient.

Ce type de marque est l'objet d'une protection spéciale, indépendamment du fait qu'elles aient été déposées ou enregistrées au Brésil.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Il n'y a pas de critères juridiques pour déterminer si une marque est « notoirement connue ». Dans la pratique ce statut est lié à une concurrence déloyale.

Les tribunaux brésiliens peuvent considérer la renommée d'une marque comme un facteur pour décider de la violation de cas liés à la concurrence déloyale, en particulier pour le parasitisme et le risque de confusion. Néanmoins, afin d'éviter de dépendre d'une marque notoirement connue, il serait bon, si vous le pouvez, d'enregistrer votre marque auprès de l'INPI

De plus, le service d'enregistrement au Conseil d'Etat de Commerce (Junta Comercial) accorde une protection particulière au nom de la société. Ce n'est pas une marque en soi, mais elle est de grande importance pour caractériser l'activité commerciale.

Quelle est la DURÉE de la protection juridique?

La protection des marques dure 10 ans à compter de la date de dépôt et peut être renouvelée indéfiniment pour des périodes consécutives de dix ans.

Quelle est la PROCÉDURE d'enregistrement ?

Il y a deux façons de présenter une demande d'enregistrement de la marque à l'INPI au Brésil:

- Par l'intermédiaire du système électronique e-Marca, disponibles 24 heures par jour et sept jours sur sept.
- Au moyen d'une demande sur papier - disponible pour impression dans la section Formulários du site de l'INPI – celle-ci doit être présentée en personne à l'un des départements de l'Office de l'INPI.

Informations et documents requis

La demande d'enregistrement d'une marque doit être accompagnée des documents suivants:

- Un formulaire de demande de marques (disponible sur le site de l'INPI) signée par le demandeur, son représentant juridique, qui devra être domicilié au Brésil; ou un mandataire dûment qualifié.
- Les étiquettes qui classent la marque en : figurative, complexe, ou en trois dimensions
- La preuve du paiement des frais
- Une procuration, si le demandeur ne sollicite pas personnellement la marque
- Dans le cas des revendications prioritaires: la preuve de la demande de marque ou de l'enregistrement dans le pays d'origine, avec la traduction correspondante et la légalisation consulaire. La priorité ne peut être revendiquée qu'à la date de dépôt de la demande.

Remarque: Si les documents de priorité ne sont pas soumis à l'INPI à la date de dépôt de cette demande, il y a une période de 4 mois pour les délivrer. Dans le cas contraire, le droit de priorité disparaît.

QUI peut procéder à l'enregistrement?

Toute personne physique ou morale peut déposer une demande d'enregistrements de marques.

Les personnes physiques ne peuvent demander la protection que pour la marque ayant un rapport avec l'activité économique qu'ils exercent légalement et effectivement, directement ou par l'intermédiaire de filiales. Si cette condition n'est pas remplie, l'utilisation d'une marque peut s'exposer à des sanctions juridiques.

Quelles LANGUES puis-je utiliser?

Le formulaire de demande et les documents requis doivent être déposés en portugais.

COMBIEN cela coûte-t-il ?

Les demandes et requêtes électroniques réalisées par les entreprises coûtent environ 109 €. Dans le cas des PME, il existe une réduction et le prix est d'environ 43 €. Pour les demandes et les requêtes sur papier effectuées par les sociétés, le coût est d'environ 163 €. Dans le cas des PME, le prix calculé avec la réduction est d'environ 63 €.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Étant donné que le Brésil exerce ses activités sous le système du « premier déposant », il est très important d'enregistrer votre marque dès que possible. C'est un bon moyen de réduire le risque de trouver des marques déjà enregistrées qui sont identiques ou similaires à la vôtre mais également que votre marque soit déjà enregistrée de « mauvaise foi » par quelqu'un d'autre.

Les procédures pour enregistrer une marque prennent de 24 à 36 mois. L'outil en ligne récemment publié e-Marcas est censé accélérer le processus d'enregistrement, et réduire considérablement le retard.

E. Les indications géographiques

Qu'est-ce qu'une IG?

Selon la loi brésilienne, les indications géographiques se rapportent à des produits ou services qui ont une origine géographique précise. Elles se réfèrent à la dénomination d'un pays, ville, région ou lieu, connus pour être le centre d'extraction, de production ou la fabrication d'un produit donné ou le centre de fourniture d'un service donné.

Leur enregistrement est une reconnaissance de la réputation, des qualités et des caractéristiques qui sont liées au lieu d'origine. Par conséquent, ils véhiculent l'idée que telle ou telle région est spécialisée et a la capacité de produire un produit différencié ayant un niveau d'excellence. (Source: INPI)

Un exemple d'IG brésilien est "Pedro II". Elle se réfère à des opales précieuses et des bijoux faits à la main, fabriqués dans cet endroit.

La loi brésilienne n'envisage pas de noms qui ne soient pas des noms strictement géographiques. Ceci est contraire à l'accord sur les ADPIC qui est en vigueur au Brésil.

Quoi qu'il en soit, il y a quelques cas d'IG brésiliens enregistrés qui ne font pas référence à des lieux géographiques et dont la protection a été accordée, à savoir « Cachaça ». Mais ce traitement n'est pas disponible pour les non-résidents de l'UE et donc les IG comme « Feta » ou « Scotch Whisky » ne pouvaient pas être protégés. Dans la loi brésilienne, les indications géographiques incluent également les « appellations d'origine » et ils sont définis comme suit:

Une appellation d'origine est un nom géographique (pays, ville, région ou d'un emplacement) qui désigne un produit ou service, dont la qualité ou les caractéristiques sont dues exclusivement ou essentiellement au milieu géographique où ils sont produits ou fournis, y compris les facteurs naturels et humains.

Le procédé de fabrication doit être effectué entièrement dans le lieu d'origine indiqué. Par conséquent, de façon à obtenir la protection comme une appellation d'origine, il doit être prouvé que les caractéristiques exceptionnelles du produit sont la conséquence d'un environnement géographique spécifique.

Il y a peu d'Appellations d'origine européennes déjà enregistrées au Brésil, à savoir « Cognac » de France qui est inscrit sous la catégorie des « Vins ou spiritueux distillés à partir de vin ».

IG au BRÉSIL: Ce que vous devez savoir

Lors de la demande d'une indication géographique, il doit être prouvé que le nom géographique est devenu populaire en tant que centre d'extraction, production, fabrication ou fourniture du produit ou le service. Une description des qualités du produit doit également être fournie. Cette description doit préciser les caractéristiques distinctes de produits ou de services qui le rendent exclusif et différent par rapport aux autres de la même catégorie.

Quelle est la DURÉE de la protection juridique?

Il n'y a aucune limite de temps pour la durée de l'indication géographique. Les indications géographiques sont considérées comme valides tant que les raisons de leur inscription persistent.

Quelle est la PROCÉDURE d'enregistrement ?

Les Indications géographiques peuvent être demandées auprès de l'INPI ou des départements de ce bureau dans d'autres États. Il est également possible d'envoyer une candidature par courrier, avec accusé de réception.

Informations et documents requis

Pour déposer une demande d'indication géographique, un formulaire de demande dûment rempli doit être soumis. Ce formulaire de demande doit comprendre:

- L'identité du demandeur, l'indication du type d'IG demandé
- Le nom de l'IG
- La zone spécifique d'application
- L'information sur le produit.

Les autres documents requis pour présenter une demande d'Indication géographique sont les suivants:

- La preuve de la recevabilité et le bien-fondé de la demande
- Copie de certificat de constitution de l'organisation des producteurs qui est demandé pour l'IG
- Copie de la pièce d'identité du demandeur accompagnée du numéro de registre du représentant de l'organisation ;
- Le règlement d'utilisation du nom géographique
- Délimitation de la zone géographique
- Description du produit ou service
- Description des caractéristiques du produit ou service.
- Etiquettes, dans le cas où l'indication géographique peut être représentée graphiquement ou de manière figurative.
- La preuve que les producteurs ou fournisseurs de services travaillent dans le domaine pour lequel ils font la demande, et exercent l'activité économique permettant d'en assurer la protection. Les producteurs ou fournisseurs qui ont le droit d'utiliser l'indication géographique doivent également être soumis à un contrôle rigoureux.

De plus, les frais correspondants doivent être payés.

QUI peut procéder à l'enregistrement?

Les enregistrements peuvent être demandés par les organisations de producteurs, tels que les associations, groupes, consortiums et coopératives de producteurs, ainsi que les entités publiques.

Quelles LANGUES puis-je utiliser?

Le formulaire de demande et les autres documents requis doivent être présentés en portugais.

COMBIEN cela coûte-t-il ?

Le coût pour déposer une demande de protection des indications géographiques est d'environ 182 € et d'environ 661 € pour les appellations d'origine.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Au fil des ans, plusieurs villes ou régions sont devenues populaires en raison de leurs produits ou services. Si la qualité et / ou les caractéristiques traditionnelles d'un produit ou d'un service particulier sont attribués à leur origine, l'Indication géographique (IG) apparaît alors comme un facteur clé pour garantir leur protection et leur distinction sur le marché brésilien. Il existe au Brésil plusieurs demandes nationales et internationales d'Indications géographiques et de Dénominations d'origine, en cours ou déjà accordées.

D. Secrets d'affaires

Qu'est-ce qu'un secret d'affaires?

Tout renseignement commercial confidentiel qui confère à une entreprise un avantage concurrentiel peut être considéré comme un secret d'affaires.

Les informations sensibles, telles que les modèles d'affaires, les listes des fournisseurs, le savoir-faire technique, ainsi que l'information sur les nouveaux produits, les techniques spéciales, les formules et les clients sont soumis à la protection en tant que secret d'affaires.

Un **exemple** d'un secret d'affaires est l'amélioration de l'enrichissement de l'uranium. Il s'agit d'un processus coûteux et à forte intensité capitalistique dont les coûts peuvent être considérablement réduits par de nouvelles améliorations. Par conséquent, chaque pays développe ce processus sous le plus grand secret. La législation brésilienne ne définit pas spécifiquement le secret d'affaires. Toutefois, elle en précise les caractéristiques et éléments.

Afin d'être protégées comme un secret d'affaires, les informations sensibles mentionnées doivent répondre à deux exigences fondamentales:

- Être confidentielles, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être du domaine public ni être évidentes pour un ouvrier qualifié dans le domaine.
- Avoir fait l'objet de mesures raisonnables visant à garder le secret.

Etant donné que les secrets d'affaires sont des «droits non enregistrés», il n'y a pas de système d'enregistrement officiel. Cependant, ils peuvent être protégés par des parties privées au moyen de contrats, ou être volontairement enregistrés devant notaire.

Secrets d'affaires au Brésil: Ce que vous devez savoir

Protéger les secrets d'affaires est un élément important de la stratégie commerciale d'une entreprise. Ils peuvent être protégés à travers des «accords de confidentialité» (Veuillez consulter d'autres informations spécifiques dans la section Fiches d'information de notre site). Ce type d'accord oblige les parties à ne pas divulguer et à garder confidentielles les informations sensibles qui y sont contenues.

Les accords de confidentialité sont un outil important pour les PME car ils visent à s'assurer que leurs secrets d'affaires resteront confidentiels.

Par conséquent, les PME peuvent utiliser ces accords comme un outil très pratique avant d'établir une relation commerciale avec d'autres entreprises ou avec des tiers. Ils sont spécialement utiles dans le cadre d'échange d'informations pour le développement de nouveaux produits. Ces accords devraient être signés avant d'entreprendre des discussions sur le secret d'affaires par les entreprises et les autres acteurs impliqués.

Toutefois, les accords de confidentialité peuvent également être utilisés par les PME à un niveau interne au sein de l'entreprise pour contraindre les employés à ne pas divulguer les informations sensibles qu'ils gèrent au cours de leur relation professionnelle, même après la fin de leurs contrats d'emploi. Le calcul de dommages-intérêts pour violation de la confidentialité est très difficile.

Par conséquent, il est souhaitable d'établir dans l'accord lui-même une pré-estimation des dommages en cas de violation de contrat. En outre, il s'agit d'une bonne pratique pour échanger des informations selon le principe du «besoin d'en connaître».

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Le système juridique brésilien établit des actions civiles et pénales et des sanctions en cas d'infraction pour abus de confiance concernant les secrets d'affaires.

La loi prévoit des peines d'emprisonnement ou des amendes pour ceux qui communiquent, exploitent ou utilisent les secrets d'affaires ou les informations confidentielles sans le consentement de leur propriétaire. Cela s'applique à la connaissance sensible et aux informations illégalement utilisées dans les industries, les transactions commerciales ou les services.

4. RESPECT de votre PI

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) au Brésil sont susceptibles de protection administrative, civile et pénale. Les lois sur la propriété intellectuelle prévoient des sanctions pénales en cas d'infraction. Il existe des tribunaux spécialisés en propriété intellectuelle. Le détenteur des droits peut également avoir recours à l'arbitrage pour résoudre le différend.

Actions administratives

Les mesures administratives au Brésil doivent être demandées auprès de L'INPI (par exemple, une procédure d'annulation d'un dessin industriel ou d'enregistrement d'une marque).

Actions civiles

Le litige civil est utilisé au Brésil dans les cas de demandes de dommages et intérêts, de concurrence déloyale et du parasitisme. Les procédures civiles peuvent aboutir à des mesures de protection et à des compensations pour les dommages.

Les juges peuvent demander ou accorder différents types de mesures de protection, telles que la saisie de marchandises, la publicité corrective et le contrôle des procédés industriels pouvant porter atteinte à un brevet. Ces mesures ne peuvent être obtenus que si elles sont urgentes et si le demandeur prouve ses droits sur le bien et sur l'existence d'un dommage potentiel irréversible.

Quant aux compensations pour les dommages occasionnés, il est à noter que les compensations et les pertes économiques causées par ce type de dommages matériels sont faciles à calculer, car ils peuvent être quantifiés économiquement. Cependant, ces préjudices moraux sont plus longs à établir en raison de leur caractère immatériel.

En fait, ils doivent être soigneusement examinés au cas par cas par le juge, qui permettra d'établir la méthode la plus appropriée pour le calcul de leur valeur économique et, enfin, rendre un jugement.

Après que le jugement ait été rendu, les contrefacteurs peuvent être tenus de payer des dommages-intérêts, de cesser la vente ou de détruire les produits contrefaits.

Actions pénales

Les poursuites pénales sont généralement considérées comme les mesures d'application disponibles les plus efficaces et rentables pour les titulaires de DPI. Les sanctions prévues par le droit pénal sont essentiellement des amendes et des peines d'emprisonnement. La violation d'une marque au Brésil peut entraîner des sanctions allant jusqu'à un an d'emprisonnement. La législation brésilienne considère l'exploitation d'un modèle de brevet ou d'utilité sans l'autorisation de son titulaire, non seulement comme un délit civil mais également comme une infraction criminelle. Ces actes d'exploitation incluent:

- La fabrication d'un produit qui fait l'objet d'un brevet
- L'utilisation d'un processus qui fait l'objet d'un brevet ;
- Des produits exportés, vendus, exposés, mis en vente, mis en stock, dissimulés ou reçus pour être utilisés à des fins commerciales ;
- L'importation d'un produit qui fait l'objet d'un brevet ;
- La fourniture d'un composant d'un produit breveté, ou la fourniture de matériel ou d'équipement, servant à la mise en œuvre d'un procédé breveté, pour lequel l'utilisation finale des composants, des matières ou des équipements entraînerait la contrefaçon d'un brevet.

En outre, il y a violation d'une marque déposée dans les cas suivants:

- Lorsqu'une marque commerciale est reproduite ou imitée d'une manière qui cause confusion ;
- Lorsqu'on modifie la marque commerciale d'un tiers, déjà apposée sur un produit mis sur le marché ;
- Lors de l'importation, exportation, la vente, l'offre, l'exposition pour vente, la dissimulation ou le stockage :
 - D'un produit portant une marque de commerce d'un tiers qui est reproduite ou imitée de façon illicite, en totalité ou en partie.
 - D'un produit de votre propre entreprise qui est contenu dans un récipient, conteneur ou emballages portant la marque légitime d'un tiers.
- Lorsqu'on reproduit ou imite, en totalité ou en partie, des emblèmes officielles, des armoiries, ou de décorations, qu'ils soient nationaux, étrangers ou internationaux, appliqués à une marque, le nom d'une entreprise, un nom commercial, une insigne ou une enseigne publicitaire, ou pour l'utilisation à des fins commerciales, de reproductions ou imitations, sans autorisation et de façon à induire en erreur ou confusion.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

Le tribunal régional fédéral brésilien de la deuxième région, où se trouve l'INPI, a deux jurys spécialisés dans les affaires liées à la Propriété intellectuelle. En outre, certains États ont également des tribunaux de l'État qui décident dans des cas liés à la propriété intellectuelle.

Cependant, la procédure judiciaire est généralement lente et coûteuse, et la connaissance de la justice en matière de propriété intellectuelle n'est pas très étendue.

5. Recours aux douanes contre les contrefaçons

Qu'est-ce que la douane?

L'administration des douanes est l'autorité qui supervise et contrôle le commerce extérieur par le biais de la douane nationale. Elle est promue par le Secrétariat fédéral brésilien des recettes (Secretaria da Receita Federal do Brasil, SRF), supervisé par l'État.

L'inspection des douanes comprend deux étapes: l'émission de documents relatifs au dédouanement et à l'inspection physique des marchandises. Les tâches principales des autorités douanières consistent à vérifier si les produits ont les autorisations nécessaires concernant les conditions de santé et de sécurité des consommateurs, et à s'assurer de leur conformité aux normes d'importation et d'exportation. L'administration des douanes doit aussi vérifier que les importations sont conformes aux obligations correspondantes (y compris les paiements d'impôts). Les autres tâches effectuées par l'administration des douanes sont l'identification des importateurs, l'examen physique des marchandises pour corriger toute information relative à leur nature, classification fiscale, quantification et évaluation.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

En 2004, le Conseil national de lutte contre le piratage et les délits en matière de propriété intellectuelle (*Comité Nacional do Cerimonial Público, CNCP*) a été créé. Le CNCP est une entité gouvernementale composée de représentants du secteur public et privé. Le but principal du CNCP est de développer et d'appliquer le Plan national de lutte contre le piratage, qui vise à éliminer l'approvisionnement en produits piratés, par des mesures répressives, et la demande de ces produits, par des mesures éducatives et économiques.

Douanes au BRÉSIL: Ce que vous devez savoir..

Selon le droit de propriété industrielle du Brésil, si un bien est détecté comme étant susceptible de contrefaçon, modification ou imitation de la marque, ou si son origine est mal indiquée, il peut être saisi. La saisie peut être tant que d'office (à l'initiative de l'administration des douanes) qu'à la demande de la personne concernée (par exemple le détenteur du droit) par les autorités douanières pendant le contrôle des opérations. Les douanes au Brésil ont le pouvoir d'examiner les marchandises importées et de confisquer celles qui portent atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Cela peut être fait de deux façons:

- Les douanes peuvent jouer un rôle proactif et savoir quelles sont les marques déposées les plus susceptibles d'être contrefaites. Elles peuvent confisquer pendant 10 jours ouvrables un bien susceptible d'être contrefait au cours des processus d'importation ou d'exportation. Après cela, elles doivent envoyer une notification au détenteur de la marque enregistrée, qui peut entreprendre une action juridique dans les 10 jours pour s'assurer que les marchandises sont définitivement confisquées devant un juge. Dans le cas contraire, les marchandises vont suivre leur processus de dédouanement régulier et pourraient être éventuellement expédiées. Si nécessaire, ces marchandises peuvent être confisquées pendant 10 jours, sur demande, jusqu'à ce qu'une action en justice soit intentée.
- D'autre part, les détenteurs de droits – qui ont des raisons valables de soupçonner une possible importation ou l'exportation de marchandises contrefaites - peuvent demander aux autorités douanières de saisir les biens, aussi longtemps que leur suspicion persiste.

Cette demande doit contenir: the trademark holder identification

- L'identification du détenteur de la marque
- L'information concernant son domicile
- La preuve de l'enregistrement de la marque
- Les motifs de l'importation suspecte
- La demande de saisie

Malheureusement, les mécanismes d'enregistrement de marques auprès des autorités douanières ne sont pas clairement définis. En outre, les formulaires ne peuvent pas être remplis par voie électronique.

Les autorités douanières s'engagent à créer une base de données comprenant les marques enregistrées qui sont à surveiller lors du processus de dédouanement. Les cas de saisie sont actuellement résolus au cas par cas. Cependant, il est recommandé de faire appel à un agent de la PI locale, à des fins de représentation. Il est important de garantir une notification rapide et correcte de la surveillance.

La contrefaçon et le piratage représente toujours un gros problème au Brésil, les produits contrefaits sont introduits

par les nombreux ports ou à travers la frontière du Paraguay ; de plus, le piratage numérique est omniprésent.

CONSEILS et AVERTISSEMENTS

En plus de l'enregistrement de droits de propriété intellectuelle à l'INPI, les non-résidents doivent enregistrer leurs marques dans le Système intégré pour le commerce extérieur de services, d'actifs intangibles et autres opérations qui produisent des variations des capitaux propres (*Sistema Integrado de Comércio Exterior de Serviços, Intangíveis e Outras Operações que Produzam Variações no Patrimônio SISCOSEV*). Cet enregistrement doit être effectué par des personnes physiques ou morales résidant au Brésil qui sont devenus légalement habilités à procéder à l'enregistrement de leur nom au moyen d'un transfert de droits, d'une licence ou autre.

6. LIENS RELATIFS et Informations supplémentaires

Pour en savoir plus sur les DPI au Brésil, visitez le site Web du Mercosur IPR SME Helpdesk www.mercosur-iprhelpdesk.eu

Des liens vers des sites Web utiles et des documents spécifiques ont été inclus dans le texte. Voici une liste de sites Web appropriés pour obtenir d'autres informations sur la PI au Brésil :

- Escola de Belas Artes da Universidade Federal Rio de Janeiro Ecole des Arts de l'Université fédérale de Rio de Janeiro: www.eba.ufrj.br/index.php/servicos/direitos-autorais
- Escola de Música da Universidade Federal do Rio de Janeiro (École de musique de l'Université fédérale) de Rio de Janeiro: www.musica.ufrj.br
- Secretaria da Receita Federal do Brasil, SRF Brazilian Secretariat of Federal Revenue: www.receita.fazenda.gov.br
- Système intégré pour le commerce extérieur des services, Actifs incorporels et autres opérations qui produisent des variations des capitaux propres: www.receita.fazenda.gov.br/legislacao/legisassunto/siscoserv.htm

Les adresses postales des principales organisations PI au Brésil sont:

Instituto Nacional Da Propiedade Industrial (INPI)

(National Institute of Industrial Property)

Rua Marquês de São Vicente, nº 9, 21º andar
- Centro - Rio de Janeiro.
CEP 20090-910.

- Droit de la propriété industrielle au Brésil: www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l9279.htm
- Instituto Nacional da Propriedade Industrial INPI - Institut national de la propriété industrielle Property: www.inpi.gov.br
- Fundação Biblioteca Nacional National Library Foundation: www.bn.br/portal
- Union européenne, la DG du Commerce, l'accès aux marchés Base de données: www.madb.europa.eu/madb/barriers_details.htm?barrier_id=075074&version=23
- Comitê Nacional do Cerimonial Publico, le CNCP Conseil national de lutte contre le piratage: www.cncp.org.br
- Conselho Federal de Engenharia e Agronomia, CONFEA/CREA (Conseil fédéral d'ingénierie, architecture et agronomi): www.confea.org.br/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?tpl=home

Dernière mise à jour : octobre

[Télécharger le rapport](#)

Mercosur IPR SME Helpdesk offre une assistance gratuite, privée et axée sur les activités professionnelles aux petites et moyennes entreprises européennes (PME) relative à la propriété intellectuelle dans les pays qui composent le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, Venezuela) et au Chili.

Helpline: Posez vos questions à nos spécialistes en matière de PI dans les pays du Mercosur ou au Chili. Nous fournissons des conseils professionnels sur la PI, personnalisés, directs et gratuits. Vous obtiendrez une réponse dans un délai de cinq jours ouvrables.

Newsletter: Soyez informé des dernières actualités sur la PI au Mercosur et au Chili, utiles à votre activité professionnelle.

Multi-lingual Webportal: Parcourez notre portail Web multilingue et découvrez une grande variété d'informations et de documents de formation sur les DPI au MERCOSUR et au Chili en anglais, espagnol, portugais, français et allemand.

Formation: Assistez à nos formations (en ligne et in situ) pour en apprendre davantage sur les aspects essentiels de la protection des DPI et les questions liées à l'application en vue de mener des activités commerciales dans les pays du Mercosur et au Chili.

Visitez notre site: www.mercosur-iprhelpdesk.eu

Écrivez-nous à l'adresse suivante: helpline@mercocur-iprhelpdesk.eu



An initiative co-funded by the European Commission
Project implemented by:



© 2014 - projet financé par la Commission européenne Direction Générale Entreprise et Industrie dans le cadre du Programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP)

Avis de non-responsabilité : Mercosur IPR SME Helpdesk est un service gratuit qui fournit des informations pratiques, objectives et factuelles destinées à aider les PME européenne à connaître les outils professionnels permettant de développer la valeur des DPI et gérer les risques. La nature des services n'est ni légale ni consultative et le Helpdesk décline toute responsabilité en termes de résultats de toute action menée sur la base de ses services.

Avant toute prise d'actions spécifiques par rapport à la protection ou à l'exécution de DPI, il est